

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Islamophobie-vous-avez-dit-contre-enquete>

Islamophobie : vous avez dit contre-enquête ?

- Empire et Résistance - Afrique et Monde Arabo-Musulman -

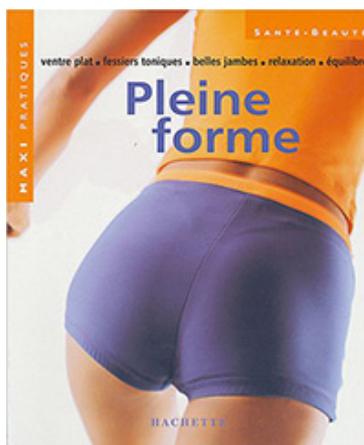
Date de mise en ligne : mardi 6 janvier 2015

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Il devient de plus en plus difficile de nier que l'islamophobie se développe en Europe. De l'attaque contre des mosquées en Suède aux manifestations de « bons allemands » tous les lundis contre une prétendue invasion musulmane, chaque jour les preuves s'accroissent. La Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH) a consacré l'introduction de son rapport sur l'année 2013 à expliquer pourquoi elle acceptait finalement le terme d'islamophobie, ce que la plupart des grands médias se sont gardés de reprendre. Même l'inénarrable Caroline Fourest a dû finalement concéder, contrairement à ce qu'elle n'a cessé de répéter pendant une décennie, que le terme n'était pas une « invention des mollahs iraniens » pour freiner toute critique de l'islam.

« Lire « [Le mythe de l'invasion arabo-musulmane](#) », par Raphaël Liogier, Le Monde diplomatique, mai 2014. »

Pourtant, il serait faux de penser que les tenants de ce rejet de l'islam aient renoncé. Ils se battent autrement. Certains, de manière radicale, comme Riposte laïque (les anciens comparses de Caroline Fourest, qui appellent à une manifestation en janvier contre les musulmans et pour la [Reconquista](#)). D'autres se veulent plus subtils, mais véhiculent le même message. Ainsi, dans l'introduction à leur livre Islamophobie, la contre-enquête (Plein jour, Paris, 2014), Isabelle Kersimon et Jean-Christophe Moreau écrivent : « Ce livre n'a pas pour objet de nier cette réalité ou de relativiser la gravité de ces actes (diverses attaques contre des musulmans). Tous sont à proprement parler islamophobes au sens où ils visent des personnes en raison de leur appartenance réelle ou supposée, à la religion musulmane... » Mais « car il y a un « mais » qui constitue le cœur de l'ouvrage : tout cela n'est pas vraiment grave, est largement exagéré, manipulé. Manipulé, au point pour un des auteurs de déclarer, dans une interview au site anticomplotiste, que la lutte contre l'islamophobie est un complot visant à « nous convertir aux vertus politiques du multiculturalisme ».



Isabelle Kersimon s'est surtout fait connaître par des livres sur la lutte contre la cellulite ou le tabac, ou encore sur les meilleures recettes pour rester en forme. Elle collabore au journal Causeur, dirigé par Elisabeth Lévy, dans lequel elle a publié deux articles sur l'islam, ce qui en fait incontestablement une spécialiste de premier plan. Quant à Jean-Christophe Moreau, titulaire d'un Master 2 et préparant actuellement une thèse de droit, il n'a, à notre connaissance, rien produit d'autre. Mais son site Etudes franco-musulmanes, donne un aperçu de son combat idéologique : nul doute qu'il sera fréquemment invité désormais dans les médias, peut-être même pour remplacer Caroline Fourest qui commence à fatiguer son monde.

Mais ces auteurs n'ont pas besoin de lettres de créance pour bénéficier du soutien inconditionnel de Caroline Fourest, laquelle dispose d'une tribune régulière dans « Les Matins de France Culture » « il n'est pas inutile de rappeler que cette émission, comme la « matinale » de France Inter, sont des hauts lieux de l'islamophobie, où circulent des « listes noires » de personnes que l'on ne peut pas inviter. Le 15 décembre, l'éditorialiste encense cet ouvrage, qui est, selon elle, « une réponse implacable, argumentée et chiffrée, à la flopée de livres, bien moins rigoureux, qui sont parus ces derniers mois pour nous annoncer une vague islamophobe en France ». Et il faut dire qu'en matière de rigueur, Caroline Fourest s'y connaît, elle qui a été récemment condamnée pour avoir mis en doute l'agression contre une fille voilée à Argenteuil (Robin Andraca, « Agression Femme voilée : Fourest condamnée », Arrêt sur images, 23 octobre 2014). Et mise en cause par le Conseil supérieur de l'audiovisuel pour son traitement

de l'Ukraine.

Lire cette contre-enquête est fastidieux et demande de comparer les attaques dirigées contre de nombreux chercheurs et leurs travaux pour voir si elles correspondent vraiment à la réalité. Les auteurs, à l'instar de Caroline Fourest, s'attaquent en priorité à l'ouvrage de deux sociologues, Abdellali Hajjat et Marwan Mohammed, *Islamophobie*. Comment les élites françaises fabriquent le « problème musulman » (La Découverte, Paris, 2013).

Principal reproche : le livre se baserait « presque exclusivement », selon Fourest, sur les éléments fournis par le *Collectif contre l'islamophobie en France* (CCIF), présenté comme une « source statistique de référence », alors qu'il s'agit, selon elle, d'une association « extrêmement douteuse ».

Or, que disent Hajjat et Mohammed dans leur ouvrage ? Ils expliquent que « les données du CCIF reposent essentiellement sur les déclarations des victimes (par téléphone, Internet ou courrier) et plus marginalement sur la recension d'affaires rendues publiques par la presse. Elles constituent aujourd'hui une source statistique de référence pour une partie des médias français, mais surtout pour les organisations internationales en charge des droits humains, qui ne manifestent, contrairement à l'Etat français, aucune réticence à reconnaître un mouvement indépendant issu de la communauté musulmane.

Qu'il s'agisse du ministère de l'Intérieur ou du CCIF, l'enregistrement est soumis à de nombreux aléas qui participent à la construction des données finales. L'interprétation du motif de rejet se joue au moment de l'incident, tout de suite après et au moment de l'enregistrement d'un acte islamophobe. À chaque étape, l'incident fait l'objet d'interprétations ou de délibérations. En effet, toutes les interactions marquées par le rejet ou la défiance ne sont pas nécessairement explicites et les motivations des acteurs ne sont pas toujours discernables. L'enregistrement policier ou associatif dépendra ainsi du comportement de la victime et de l'auteur lorsqu'il est connu, des éléments matériels et des témoignages mobilisables, mais également de la sensibilité de l'agent ou du militant à l'égard de la forme de rejet en question. »

La complexité liée au fait de comptabiliser ce type d'actes qu'ils soient d'ailleurs islamophobes, antisémites ou simplement délictuels n'est pas une découverte pour un sociologue. Mais Kersimon et Moreau ne sont pas sociologues...

Les deux auteurs n'abordent pas, dans leur « contre-enquête », nombre d'études d'opinion réalisées en France, se bornant à dire que « les sondages réalisés à grande échelle après les attentats du 11-Septembre n'ont montré aucune progression du rejet des musulmans dans les opinions occidentales ». Pourtant, un simple survol rapide de la presse aurait révélé le contraire à nos zélés « contre-enquêteurs ». Ainsi peut-on lire dans le journal *Le Monde* du 24 janvier 2013 que « La religion musulmane fait l'objet d'un profond rejet de la part des Français » (par Stéphanie Le Bars) :

« Rarement la défiance envers l'islam aura été aussi clairement exprimée par la population française. 74 % des personnes interrogées par Ipsos estiment que l'islam est une religion « intolérante », incompatible avec les valeurs de la société française. Chiffre plus radical encore, 8 Français sur 10 jugent que la religion musulmane cherche « à imposer son mode de fonctionnement aux autres ». Enfin, plus de la moitié pensent que les musulmans sont « en majorité » (10 %) ou "en partie" (44 %) « intégristes », sans que l'on sache ce que recouvre ce qualificatif. »

Un autre angle d'attaque de nos « contre-enquêteurs » concerne la notion d'islamophobie en France. « La thèse commune consiste à entériner l'idée d'une islamophobie constitutive de l'ADN français depuis les Lumières », écrivent-ils. Pourtant, là aussi, les propos de Hajjat et Muhammad sont bien différents : « Il est impératif d'éviter les écueils de l'anachronisme et d'une vision anhistorique de l'islamophobie discursive. Il n'existe pas d'islamophobie

globale, multiséculaire et intrinsèque à l'identité européenne, une hostilité viscérale et endémique dont la « nature » serait identique du Moyen Age jusqu'au XXI^e siècle et qui ne ferait que varier d'intensité d'une période historique à l'autre. Il s'agit au contraire de discours contingents, produits par des acteurs très divers (théologiens, philosophes, érudits, diplomates, gouvernements, scientifiques, journalistes, etc.) et des contextes sociaux et historiques particuliers (réaction aux conquêtes musulmanes, Croisades, déclin de l'Empire ottoman, impérialisme européen et états-unien, immigration provenant de pays musulmans vers l'Europe, etc.). »

Enfin, il faut admirer la manière dont ils analysent le discours médiatique, évoquant quelques émissions audiovisuelles pour « prouver » que les médias ne sont pas islamophobes (alors même que cette liste est tirée du livre de Thomas Deltonbe, L'islam imaginaire, La Découverte, qu'ils critiquent vertement). Un peu comme si on se servait de l'émission « Là-bas si j'y suis » de Daniel Mermet (aujourd'hui supprimée) pour prétendre que France Inter combat la mondialisation et s'aligne sur la gauche radicale...

Tout cela pour arriver à cette magnifique conclusion : notre société « tente indéniablement, parfois avec des maladresses (sic), parfois avec des arrière-pensées, d'offrir aux musulmans une place digne de l'idée que nous nous faisons de nous-mêmes : la place de citoyens libres et égaux en devoirs et en droits ». Il n'existe pas, ajoutent-ils, de « France viscéralement islamophobe ».

Alain Gresh * pour les [Nouvelles d'Orient](#)

[Nouvelles d'Orient](#). Les blogs du Diplo . Paris, 6 janvier 2015.

* **Alain Gresh** est un journaliste français. Rédacteur en chef du mensuel Le Monde diplomatique jusqu'en décembre 2005, il en devient le directeur adjoint à partir de janvier 2008. Auteur de plusieurs livres sur le Proche-Orient et sur l'islam.